

À la sueur de leur front

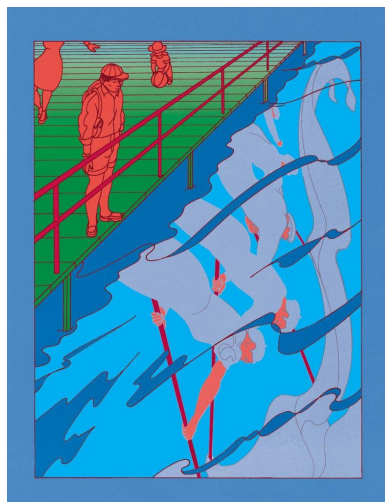


Illustration Antoine Orand pour Télérama

Propos recueillis par Gilles Heuré

Avec ses avancées durement arrachées, le Front populaire a été un moment à part dans l'histoire politique française. La chercheuse Ludivine Bantigny revient sur cette tumultueuse saga sociale, qui n'a pas fini de nous interpeller.

Dans « La Bourse ou la Vie », son nouvel essai sur le Front populaire de 1936, l'historienne Ludivine Bantigny n'entend pas s'en tenir à la légende. Elle fait revivre les revendications et les conditions de travail des quelque deux millions de grévistes appartenant à tous les secteurs économiques, des ouvriers d'usine aux lads d'écurie, des ferblantiers aux garçons bouchers, et explore, au moyen de sources archivistiques considérables, tous les aspects de cette période incandescente. Dans un récit palpitant, l'autrice analyse les causes, les effets, les motifs, les audaces comme les échecs d'une union de la gauche aux membres souvent inconciliables, mais collectivement animée d'une volonté de combattre la misère — tout en étant consciente des obstacles économiques, politiques ou institutionnels qui allaient effectivement contrarier ces désirs d'avancées sociales. Léon Blum (1872-1950), dirigeant socialiste, distinguera bientôt la conquête du

pouvoir de l'exercice du pouvoir... Réfutant le terme de « leçon », l'historienne laisse au lecteur le soin d'analyser l'héritage de 1936 — pour mieux réfléchir à la situation politique d'aujourd'hui.

Après la manifestation et l'émeute du 6 février 1934, menées par les droites extrêmes, les diverses composantes de la gauche entendent réagir contre la menace fasciste. Le Front populaire est-il, au départ, un front politique ?

Oui. Les régimes de Mussolini et de Hitler, qui entourent la France, sont considérés comme « l'Internationale de la mort ». Et l'union politique contre le fascisme rassemble, outre les partis, beaucoup d'associations et de syndicats. C'est un front politiquement offensif qui analyse aussi les liens entre le fascisme et l'économie. À l'opposé de Mussolini, qui considérait que la démocratie était une solution de faibles, le Front populaire entend la raviver en s'auto-organisant autour d'un programme politique et social qui soit susceptible de lutter contre la crise économique afin d'éviter, comme c'était le cas en Allemagne, de voir des pans entiers de la société basculer dans le régime nazi.

L'attelage entre le Parti communiste, la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) et le Parti radical paraît compliqué. Des divergences vont-elles apparaître ?

Les socialistes ne pensaient probablement pas gagner les élections législatives du printemps 1936 (les 26 avril et 3 mai) et manquaient de données pour l'exercice du pouvoir. En lisant les archives du dirigeant socialiste Léon Blum, on constate qu'il s'interrogeait notamment sur la fiabilité du Parti radical. Cette coalition, qui enregistre finalement 57 % des voix, est en effet bancal. C'est une alliance antifasciste, mais aussi contre la droite qui a mené une politique économique d'austérité à laquelle ont participé des radicaux. Il y a donc, effectivement, une ambiguïté au départ. Et un clivage au sein du Parti radical, qui va s'approfondir au fil de l'expérience du Front populaire. Il fallait donc à la fois faire front, et comprendre la nécessité de se fédérer par-delà les clivages politiques.

Parmi les grandes mesures, pourquoi se souvient-on surtout des congés payés ?

Les deux semaines de congés payés, c'est alors un oxymore ! Une brèche incroyable dans la longue histoire du travail, une réforme révolutionnaire, mais qui n'était pas

du tout au programme du Front populaire et contre laquelle le patronat va être rapidement vent debout. Dans les archives, on voit cette crainte du patronat, extrêmement divers, qui signe en juin 1936 les accords Matignon avec l'espoir de négocier ensuite au niveau local. La mise en place des 40 heures de travail hebdomadaires non plus ne figurait pas au programme. Pas plus que l'instauration des conventions collectives. Les mesures prises vont dans le sens de la solidarité au travail — ainsi les primes de rendement sont-elles refusées parce qu'elles divisent le monde du travail. Mais, si les lois passent, ça ne va pas sans problème. Le patronat, qui a d'abord très peur de la grève générale et des occupations d'usines, sent son autorité remise en cause, et très vite relève la tête. Il comprend que, finalement, le gouvernement a presque les mêmes intérêts que lui à face à la question du retour à l'ordre. Le problème de l'ordre public est fondamental. Au sein de la SFIO, certains ne veulent pas que les grèves se prolongent, quand d'autres estiment qu'il faut profiter de l'incroyable dynamique sociale pour aller le plus loin possible dans les réformes.

Ces lois révèlent-elles aussi des pans entiers du monde du travail qu'ignoraient les hommes politiques ?

Les hommes politiques, voire les dirigeants syndicaux. En se plongeant dans les cahiers de revendications, rédigés par les travailleurs avec beaucoup de fierté et de dignité, on découvre ainsi des salaires de misère — et ce n'est pas qu'une formule. Il y a des situations terribles et encore beaucoup d'endroits où on travaille jusqu'à 70 heures, parfois 80 heures par semaine. Les grèves sont comme un incubateur, un révélateur de la situation sociale, pas seulement des salaires, mais aussi des conditions matérielles, très concrètes du travail et de l'existence. C'est extraordinaire de voir l'ampleur de la socialisation politique, au-delà des partis et des institutions. Les grévistes, femmes et hommes, se sentent légitimes et, en occupant l'usine, la fabrique ou l'atelier, habitent littéralement leur lieu de travail qui, dans une certaine mesure, leur appartient — c'est leur labeur, leur sueur.

À LIRE

La Bourse ou la Vie. Le Front populaire, histoire pour aujourd'hui, éd. La Découverte, 366 p., 23 €, en librairies le 12 mars.

Ils et elles prennent également soin des machines parce que l'émancipation passe par la dignité. Certaines grèves se mènent par solidarité. On voit, par exemple, des dockers ou des employés de grands magasins, qui ont obtenu satisfaction assez rapidement, se mettre en grève par solidarité avec d'autres secteurs qui n'ont pas eu cette chance.

Quelle place les femmes occupent-elles durant cette période ?

Elles sont toujours aux premières loges. Elles font grève, elles occupent. Et c'est une double transgression : par rapport à la domination patronale, mais aussi à celle, patriarcale, qui est particulièrement sexiste. Donc un double rapport de force.

Malgré la présence de trois femmes au gouvernement issu des élections de mai, les femmes n'ont pas obtenu le droit de vote. Pourquoi ?

Il n'y a pas un mot sur les femmes dans le programme du Front populaire. Certaines grandes figures de la SFIO, dont Blum, étaient pourtant favorables au droit de vote des femmes. Mais, au moment de rédiger le programme, silence — parce qu'il fallait faire alliance avec les radicaux, parmi lesquels notamment des sénateurs, d'une misogynie parfois insensée, déployant des arguments portant sur la physiologie, l'émotivité supposée des femmes, leur devoir de rester au foyer... Rien non plus sur les inégalités de salaires entre femmes et hommes, qui vont du simple au double. Entre le Front populaire et les femmes, c'est vraiment un rendez-vous manqué.

« Il n'y a pas un mot sur les femmes dans le programme du Front populaire. C'est un rendez-vous manqué. »

Le Front populaire se heurte par ailleurs à deux murs : celui de la presse et celui de l'argent...

La presse de droite et d'extrême droite, très puissante, déploie, en effet, une haine politique viscérale, et manifeste une violence stupéfiante contre le Front populaire, entremêlant l'antisémitisme, la détestation de la gauche, celle de la lutte sociale et du monde ouvrier organisé. Quant au mur de l'argent, il semble infranchissable. Le gouvernement est sur une ligne de crête entre les réformes qu'il faut faire et les impératifs budgétaires liés à la logique du capitalisme. Une position insoutenable,

car la SFIO était profondément anticapitaliste à cette époque. Aux yeux de Léon Blum, président du Conseil depuis juin 1936, rien n'était possible si on ne touchait pas véritablement à la loi du marché et du capital. Mais Vincent Auriol, ministre des finances SFIO, redoutait d'effrayer les milieux d'affaires et les radicaux. Ce qui est bouleversant, quand on étudie les correspondances et les notes de ces dirigeants, c'est leur sincérité. Ils croient vraiment que, pour sauver l'économie et la patrie, les capitaux vont rentrer. Le gouverneur de la Banque de France lui-même, au nom de la démocratie et de la loi, défend le contrôle des changes. Mais les semaines passent et, pendant ce temps, comme ce fut déjà le cas sous les gouvernements de droite, les capitaux continuent à sortir du pays. Un exemple parmi d'autres : Philippe Pétain, tout nationaliste qu'il soit, place, lui aussi, son argent à l'étranger. Léon Blum ne comprend pas cette « indifférence nationale ». Il ne peut que constater — de même qu'en vertu du respect envers les institutions, il ne peut que céder devant le Sénat qui, sur les questions financières comme sur celles concernant les femmes, va à l'encontre du suffrage universel direct. Et il n'y a pas de politique fiscale ou budgétaire pour mettre fin aux évasions de capitaux. Il faut comprendre aussi le déchirement des dirigeants du Front populaire qui, contrairement à la légende, procèdent au réarmement du pays, alors que la culture de gauche est profondément pacifiste. Une part considérable du budget est engloutie par ces dépenses. Si une politique de grands travaux n'est pas mise en place, c'est en raison d'énormes problèmes financiers. Tout ce qu'on imaginait pour combattre le chômage est réduit à néant, ce qui engendre des situations catastrophiques pour les chômeurs.

Le renoncement va-t-il en venir à concerner aussi l'aide à l'Espagne républicaine ?

Vis-à-vis de la guerre civile espagnole, ce que montrent les archives, c'est une double peur : celle de faire éclater un conflit mondial — n'oublions pas que le Royaume-Uni est plutôt favorable aux franquistes — et celle de la contagion révolutionnaire. Et, bien que des courants au sein de la SFIO et de la gauche révolutionnaire, ou des syndicats, agissent autant que possible, le gouvernement décide l'embargo sur les armes et interdit le volontariat international. Alors même que Mussolini et Hitler aident Franco. Oui, pour les hommes du Front populaire, c'est un déchirement.

Qu'en est-il des colonies ?

Compte tenu à la fois de la situation internationale, qui impose de se préparer à un éventuel affrontement armé, et des priorités métropolitaines, on va considérer que ce n'est pas le moment de mettre en cause la nature du travail colonial — même s'il s'agit d'une surexploitation. Les mobilisations émancipatrices sont importantes dans ces territoires, mais les lois de la métropole ne sont pas prolongées. Pour des motifs parfois justifiés de façon aberrante — par exemple, le repos hebdomadaire étant jugé d'origine chrétienne, il n'a pas à être appliqué aux populations autochtones. Finalement, toutes ces questions restent d'actualité : quel est le périmètre d'action d'un gouvernement de gauche quand il arrive au pouvoir ? Quelles limites se fixe-t-il ? •

Ludivine Bantigny

1975

Naissance à Lille.

2003

Agrégation d'histoire. Thèse « Le Plus Bel Âge ? Jeunes, institutions et pouvoirs en France des années 1950 au début des années 1960 », à l'IEP de Paris.

2018

1968. De grands soirs en petits matins (éd. du Seuil).

2021

La Commune au présent. Une correspondance par-delà le temps (éd. La Découverte).

2024

Petite Histoire des grèves et des soulèvements populaires (éd. Bayard).

2025

Nous ne sommes rien, soyons toutes ! Histoire de femmes en lutte et de luttes féministes, de la révolution française à nos jours (éd. du Seuil).

